

Anadolu Kültür, ultime îlot de liberté et de résistance en Turquie

[Courrier des Balkans](#) | De notre correspondante à Istanbul | vendredi 13 novembre 2020

À Istanbul et Diyarbakır, les centres culturels d'Anadolu Kültür, la fondation du philanthrope Osman Kavala, emprisonné depuis l'automne 2017, sont deux îlots de résistance et de liberté dans la Turquie verrouillée de Recep Tayyip Erdoğan. Malgré toutes les pressions, sa directrice, Asena Gunal, tente de garder le cap. Entretien.

Propos recueillis par Claire Corrion



© Capture d'écran / Euronews

Depuis 2018, après l'emprisonnement d'Osman Kavala, Asena Gunal a pris la tête d'Anadolu Kültür, la fondation qui gère le centre culturel Depo d'Istanbul et un autre centre culturel à Diyarbakır.

Courrier des Balkans (CdB) : Avant [l'arrestation d'Osman Kavala en octobre 2017](#), votre centre culturel faisait-il déjà face à des difficultés ?

□ **Asena Gunal (A.G.)** : Bien sûr, nous subissons le raidissement du régime turc et de toute la société. [Après Gezi](#), nous avons assisté à la montée de l'autoritarisme, à la polarisation de la société. Souvent, nous réfléchissons à deux fois et consultons nos avocats avant de montrer quelque chose, mais toutes les institutions culturelles et artistiques devaient faire preuve de prudence. Nous essayions pourtant d'être très ouverts et critiques, nous accueillions certaines choses censurées comme l'exposition Post-peace, qui aurait dû avoir lieu au [centre Aksanat](#) avant d'être annulée en février 2016. □□ Nous ne rencontrons pas trop de difficultés. Je me souviens que lors d'une réunion, alors que l'un de nos membres de l'époque qui est aujourd'hui député du Parti démocratique des peuples (HDP) avait été placé en garde à vue, nous avons demandé à Osman ce que nous ferions s'il l'était. Il nous avait répondu : « Pourquoi me prendraient-ils ? Ils ne peuvent pas m'accuser ni d'être un membre du mouvement de Fethullah Gülen ni

de l'opposition kurde ». Aujourd'hui, le régime peut accuser tout le monde de n'importe quoi et Osman fait face à des accusations sans fondements. Il ne s'attendait pas à être arrêté et pourtant la police est venue le chercher. Nous pensions qu'ils ne le garderaient pas longtemps, mais cela fait trois ans qu'il est derrière les barreaux.

□ **CdB : Est-ce que l'arrestation d'Osman Kavala a changé votre manière de travailler ?**

A.G. : Après son arrestation, nous n'avons pas changé nos programmes ni suspendu nos activités. Par exemple, nous avons accueilli une exposition d'Amnesty International pour le 70ème anniversaire de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme, en exposant les travaux de Zehra Doğan et Fatoş İrwen, alors en prison. L'unique programme que nous avons auto-censuré était une exposition qui faisait partie d'un projet intitulé *BAK : Revealing the City through Memory* qui comprenait une vidéo sur la vieille ville de Sur à Diyarbakır. Normalement nous aurions montré cette vidéo mais, avec Osman Kavala en prison, nos avocats nous ont dit que cela pourrait être compliqué. Nous avons donc ajourné puis finalement annulé ce projet.

CdB : Vous arrive-t-il de recevoir des menaces ?

□ A.G. : En tant qu'institution, Anadolu Kültür n'est pas directement visée, mais Osman Kavala l'est. Nous recevons parfois des messages de haine sur le compte Twitter [@FreeOsmanKavala](#). Quand l'actrice Müjde Ar a reçu un prix au [Balkan Panorama Film Festival](#) d'Izmir et qu'elle l'a dédié à Osman et aux journalistes en prison, des affreux tweets d'insultes sont aussi arrivés.

CdB : Quelle est la situation du centre artistique de Diyarbakır ? Est-ce plus compliqué là-bas ?

A.G. : Oui, il y a des difficultés notamment parce que [les maires issus du HDP ont été démis de leurs fonctions](#) et remplacés par des fonctionnaires choisis par le pouvoir. Il y a toujours des tensions dans la ville, mais notre centre reste actif. En ce moment, il organise des journées de littérature comparée, en ligne à cause de l'épidémie de covid-19. Des ateliers autour du projet *BAK : Revealing the City through Memory* continuent, et des ateliers de montage y sont organisés pour les femmes réalisatrices de la région. Ce n'est pourtant pas facile là-bas, il faut être très prudent. Nous avons aussi un projet commun avec une association à Diyarbakır ; il s'agit d'archives sur la mémoire de cette ville. Nous avons créé [un site internet](#) sur lequel nous partageons des archives et des textes sur la vie culturelle et sociale de Diyarbakır. Au début, nous ne communiquons pas de manière publique et nous restons toujours prudents sur les contenus que nous mettons en ligne. Nous ne parlons pas des événements récents et nous avons choisi une approche plus historique.



CdB : Quelles difficultés rencontrez-vous en tant que directrice d'Anadolu Kültür ?

A.G. : Osman Kavala a été placé en garde à vue le 18 octobre 2017 et arrêté le 1er novembre. Un an après, le 16 novembre 2018, moi et quatre autres membres d'Anadolu Kültür ainsi que d'autres représentants de la société civile avons été interpellés à notre tour. Heureusement, je ne suis restée en garde en vue qu'une journée. On m'a pris mon ordinateur, mon téléphone, mon iPad et rien ne m'a été rendu. Si les accusés du procès Gezi ont été acquittés, libérés et de nouveau autorisés à voyager, ce n'est pas mon cas. On m'a dit que l'enquête se poursuivait et que mon interdiction de quitter le territoire turc ne serait pas levée tant que celle-ci ne serait pas bouclée. Je pense que c'est lié au fait que je sois toujours membre d'Anadolu Kültür et que je dirige désormais cette institution... Mais qui sait ?

CdB : Pouvez-vous échanger avec Osman Kavala sur les projets en cours au sein d'Anadolu Kültür ?

□A.G. : Avant le début de l'épidémie de covid-19, je faisais partie des personnes autorisées à lui rendre visite une heure par semaine et j'y allais parfois avec sa femme. Au printemps, pendant deux mois et demi, personne ne pouvait lui rendre visite, sauf ses avocats. Ensuite, certaines visites ont de nouveau été autorisées, mais seulement une heure par mois. Aujourd'hui, c'est deux fois une heure par mois. Sa femme lui rend visite, il peut également appeler sa famille une fois par semaine pendant vingt minutes. La plupart du temps nous communiquons via ses avocats, il y a d'ailleurs toujours eu un avocat spécialement chargé de faire la communication entre lui et nous, ce qui a beaucoup aidé. Je lui envoie également des notes auxquelles il répond. En prison, il continue de travailler, de penser, de lire, d'écrire, il nous fait des suggestions. Récemment nous avons lancé un podcast sur la justice, c'était largement son idée. Il a beaucoup lu sur la justice et la loi, la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, la présomption d'innocence, les bases du système législatif moderne, qui ne fonctionne pas à l'heure actuelle en Turquie. Le premier épisode vient d'être mis en ligne, il est [accessible sur Spotify](#). Le concert que nous avons organisé en octobre 2019 pour le 150ème anniversaire de la naissance du [père Komitas](#), figure de la communauté arménienne ottomane, était également son idée. Il a toujours l'énergie et la motivation pour nous donner des idées de projets.□□

CdB : Quel accès à la culture a-t-il depuis sa cellule ?

□□

A.G. : Il ne peut garder que dix livres dans sa cellule, que sa femme lui transmet. Ils lisent les mêmes, en discutent, s'écrivent des lettres pour échanger sur leurs lectures... Il peut aussi lire des journaux vendus à la cantine de la prison et emprunter des livres à la bibliothèque. En revanche, il n'a accès à aucun matériel électronique, il ne peut donc pas lire les revues en ligne et n'a pas de radio. Il peut regarder la télévision, enfin seulement certaines chaînes comme Halk TV, une chaîne d'opposition et le plus souvent il regarde la chaîne publique TRT 2 qui diffuse de bons films, mais censurés, bien sûr. On ne peut pas montrer la nudité, les cigarettes, l'alcool... Beaucoup de choses sont floutées, certaines scènes sont parfois coupées, l'homosexualité n'est jamais visible. Enfin, il y a quand même de bons films, ou du cinéma iranien qui est déjà censuré !

□

CdB : Sur votre site internet, vous écrivez que Depo est un espace dédié à la culture, aux arts et au débat critique. Existe-t-il encore d'autres espaces publics dédiés au débat critique en Turquie ?

A.G. : Les universités devraient être de tels lieux, mais ce n'est pas le cas en ce moment. Elles ont été fortement atteintes, surtout après la pétition pour la paix signée par des académiciens en 2016. La télévision ? Non plus. Les médias ? Non plus, sauf certains sites, mais le pouvoir essaie également de réguler ces espaces avec la loi censée réguler internet. Il n'y a que de petits espaces culturels où l'on peut avoir accès à des discussions et une pensée critique. À Istanbul il y a Kiraathane qui expose actuellement le travail de Zehra Doğan ou encore la maison d'édition Aras. À Diyarbakır, il y a une maison de la

littérature et à Mersin, Kültürhane. Ankara et Eskişehir ont également de tels espaces. Généralement, ils sont fondés par des académiciens qui ont été renvoyés après avoir signé la pétition pour la paix. Nous collaborons avec ces institutions et essayons de soutenir leurs projets. Malgré tout, nous continuons à résister en faisant ce que nous savons faire de mieux.

CdB : Quel est votre état d'esprit depuis [le nouvel acte d'accusation](#) émis en début d'année contre Osman Kavala ?

A.G. : Il y a quelques semaines, son cas était inscrit à l'agenda de la Cour Constitutionnelle. Nous avions beaucoup d'espoir pour sa libération, nous pensions que ses magistrats suivraient la décision de la CEDH. Mais au dernier moment, nous avons appris qu'il y avait un nouvel acte d'accusation contre lui et que la Cour devait donc reporter sa décision. Aujourd'hui, je ne fais plus de suppositions, j'essaie de ne pas avoir trop d'espoir parce que nous avons eu de mauvaises surprises par le passé. [Le 18 février dernier, Osman avait été acquitté](#), nous étions surpris, heureux et attendions dehors sa sortie de prison. Il n'est jamais sorti, il a immédiatement été remis en garde à vue.

L'acte d'accusation, ce sont 64 pages de non sens...

Quand on lit l'acte d'accusation, ce sont 64 pages de non sens. Les preuves ne sont pas crédibles, tout est interprété... Il est reproché à Anadolu Kültür de diviser le pays en fournissant des subventions aux productions culturelles arméniennes, kurdes, etc. Cet acte d'accusation est vraiment honteux, on a peine à croire qu'il ait été écrit par un procureur et accepté par un juge. Ça ressemble à des délires complotistes, comme si des pouvoirs secrets agissaient... Les autres cas sur lesquels ce procureur a travaillé sont affreux. Pourtant il a récemment été promu, c'est désormais le vice ministre de la Justice. C'est déprimant de lire ces documents, on se désole de la corruption qui gangrène l'État et la justice. La manière dont ils lient État et gouvernement est également problématique : être contre le gouvernement signifierait être contre l'État. Et c'est considéré comme un crime. Voilà qui est la définition même du fascisme !